

Oui car comment accepter ce 18^e samedi de dégradations des Champs-Élysées et de violences sans qu'il n'y ait de sanctions politiques ? Un ministre de l'intérieur, noceur, qui fait la fête en « boîte » dans la période actuelle, qui, avec aplomb pour cet ancien député du parti socialiste, dénonce l'extrême droite comme « fauteuse » de troubles alors qu'à nouveau l'extrême-gauche est à la manœuvre et très visiblement ce samedi ? Un président de la République qui, après un voyage officiel en Afrique, discrètement part faire du ski, demande à son retour en urgence de la « fermeté »... une fois de plus ?

L'inacceptable est atteint quand on voit sur les images ces policiers et ces gendarmes se faire agresser sans réagir, même pas un coup de matraque quand un véhicule de gendarmerie est attaqué, quand un policier ou un gendarme se déplace et reçoit un coup de pied d'un casseur cagoulé.

Eh oui, cette situation devient pré-insurrectionnelle quand le politique se laisse inhiber par des condamnations internationales, par un défenseur des droits qui est devenu le grand moralisateur de tout et de rien, des partis extrêmes qui ne condamnent pas fermement les débordements, quand finalement les forces de l'ordre n'osent plus utiliser leurs armes de maintien de l'ordre, par ailleurs « dégradées » pour les LBD avec une possibilité de tir seulement à très courte distance. La retenue de ces dernières ne peut se comprendre que par des ordres reçus et appliqués par des forces disciplinées.

Le hasard veut que j'ai publié la semaine dernière un article dans le bulletin trimestrielle de l'association nationale des officiers de carrière en retraite (ANOCR, www.anocr.com). Le titre en est « La France en pré-insurrection ? Combattre la violence... efficacement ». Il se référait bien sûr à la violence impunie en France et surtout à la réponse violente que les forces de sécurité doivent être capables d'assumer et d'appliquer. Il abordait surtout la question de l'autorité dans notre société. Article écrit il y a quelques semaines (vous me pardonnerez quelques fautes de frappe, je n'en étais pas à demander la démission du ministre de l'intérieur mais ce samedi 16 mars 2019 est de trop. Le politique est désormais totalement responsable et il est temps que ce ministre quitte ce poste où il n'est pas à la hauteur.

En effet, comment comprendre que des manifestations, non autorisées, aient lieu tous les samedis sur les Champs-Élysées ce qui ne serait pas autorisé pour des syndicats, des partis politiques... Affirmation de la faiblesse ou de l'incompétence gouvernementale, stratégie de pourrissement envers les « gilets jaunes » ? La question mérite d'être posée.

Quant aux « gilets jaunes », je ne retiendrais que ces interviews réalisées par les journalistes de grandes chaînes ce samedi. Manifestement les « gilets jaunes » justifient aujourd'hui la violence des manifestations au nom de la réponse à la violence policière. Il est temps qu'ils rentrent chez eux pour ne pas décrédibiliser plus encore leur action et que ces manifestations non autorisées soient réprimées... avec fermeté.